

SERVICE TECHNIQUE  
INTERDEPARTEMENTAL D'INSPECTION  
DES INSTALLATIONS CLASSEES

-----  
12-14 Quai de Gesvres - Paris IV<sup>ème</sup>  
75195 - PARIS RP  
-----

Paris, le 23 janvier 2008

**Préfecture de la Seine Saint Denis  
Commune de NOISY-LE-GRAND**

Dossier n° : 93 R 26 00004 A

N° GIDIC : 74.2355

**Classement ICPE de l'installation actuelle :**  
R 322-B-4 (A)      AP du 13 août 1996

**Classement ICPE des installations faisant l'objet  
de la demande :**

322-B-4 (A)

1450-2-a (A)

2920-2-a (A)

1432-2-b (D)

2910-A-2 (D)

Rapport concernant :

**SIAAP (Syndicat Interdépartemental  
pour l'Assainissement de  
l'Agglomération Parisienne)**  
« Usine Marne Aval »  
59 rue de la Passerelle (ou 21 ?)  
93160 Noisy-le-Grand

Inspection / Réunion du : sans  
Bordereaux reçus le : 30/05/2007 et 18/06/2007

**Activité générale du site :**  
station d'épuration urbaine

Site en zone inondable : OUI Action Nationale 2008 Site inclus dans le programme d'inspection Site "Seveso" seuil haut Site "Seveso" seuil bas Site BdF / Site IPPC Site dans un périmètre de maîtrise d'urbanisation Site dans un périmètre de Boil Over Fiche BASOL
---

**OBJET :** Finalisation de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.

**REFERENCES :**

- Courrier SIAAP du 24/12/2007, transmis au STIIIC par la préfecture par télécopie le 10/01/2008 : Remarques sur l'arrêté préfectoral d'autorisation suite au passage devant le Conseil Supérieur d'Hygiène.
- Courrier SIAAP du 06/06/2007 : Justification de ne pas mesurer en continu le HF.
- Courrier SIAAP du 14/05/2007 : Justification du non-classement du chlorure ferrique.
- Courrier SIAAP du 19/04/2007 : Remarques sur le projet d'arrêté suite au passage au CODERST.
- Rapport STIIIC du 12/12/2006 : Retour d'enquête publique et proposition de réglementation.

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
*Liberté Egalité Fraternité*

## **I / RAPPELS**

Le SIAAP a effectué conjointement une demande d'autorisation d'exploiter au titre de la réglementation des ICPE et une demande d'autorisation d'exploiter au titre de la loi sur l'eau (le STIIIC n'est pas le service instructeur).

Il en a résulté un unique arrêté d'autorisation comportant d'une part des prescriptions relatives aux ICPE et d'autre part des prescriptions relatives aux installations loi sur l'eau.

Ce projet d'arrêté est passé au CODERST de la Seine-Saint-Denis le 1<sup>er</sup> mars 2007.

Le SIAAP a fait part de ses remarques par courrier du 19/04/2007 et a apporté les justifications nécessaires à ses demandes de modifications par courriers des 14/05/2007 et 06/06/2007.

La procédure d'autorisation d'exploiter les ICPE était à ce stade terminée, mais pas celle relative aux installations relevant de la loi sur l'eau : l'autorisation au titre de la loi sur l'eau nécessitait en plus un passage du projet d'arrêté devant le Conseil Supérieur d'Hygiène (CSH) le 03/05/2007, puis un nouveau passage devant le CODERST du 93 le 13/09/2007.

Il a alors été décidé avec la DDDA - Bureau de l'Environnement que la prise en compte des demandes/remarques de l'exploitant relatives aux prescriptions concernant les ICPE serait examinée une fois tout ce « circuit » effectué.

Par courrier du 05/12/2007 la préfecture a transmis au SIAAP le projet d'arrêté « validé » par le CSH qui y a répondu par lettre du 24/12/2007.

## **II / ETUDE DES REMARQUES RELATIVES AU PROJET D'ARRETE ET DES JUSTIFICATIONS APPORTEES DANS LES COURRIERS DU SIAAP DES 19/04/2007, 14/05/2007, 06/06/2007 ET 24/12/2007**

### **1 / Oubli de mentionner la rubrique 1450-2-a**

Bien que pris en compte dans le corps du rapport STIIIC du 12/12/2006 et dans les prescriptions (chapitre 8.3 de l'annexe « ICPE » au projet d'arrêté d'autorisation d'exploiter), le stockage de 5,6 tonnes de charbon actif en poudre classable sous la rubrique 1450-2-a (A) n'est pas listé en page 7/13 de l'arrêté (« arrêtent – Partie I : ICPE ») ni à l'article 1.1.3 (« liste des ICPE ») en pages 2, 3 et 4 des prescriptions techniques annexes.

=> La rubrique 1450-2-a (A) doit y être mentionnée.

Stockage de 5,6 tonnes de charbon actif en poudre dans un silo de 14 m<sup>3</sup>. Cette installation est classable sous la rubrique :

<b>1450</b>	Solides facilement inflammables, à l'exclusion des substances visées explicitement par d'autres rubriques 2. Emploi ou stockage : la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) supérieure ou égale à une tonne.....	<b>A</b>	1 km
-------------	---	----------	------

### **2 / Non classement du stockage de chlorure ferrique**

Contrairement à ce qui était indiqué dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter, le stockage de 345 tonnes de chlorure ferrique n'est pas classable sous la rubrique 1173-B-2 ni sous aucune autre rubrique ICPE.

En effet, d'après la fiche de données de sécurité (FDS) « Merck – version du 21/08/2004 » fournie par le SIAAP par courrier du 14/05/2007, et confirmé par les données que j'ai consultées sur la fiche toxicologique INRS, il s'agit d'un produit nocif « Xn » pour lequel il n'existe pas de rubrique ICPE.

=> La rubrique 1173-B-2 est à enlever de l'énumération des ICPE en page 7/13 de l'arrêté ainsi qu'à l'article 1.1.3 des pages 2, 3 et 4 des prescriptions techniques annexes.

### **3 / Prélèvement d'eau de Marne**

Contrairement à ce qui était indiqué dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter, la proportion de l'eau prélevée en Marne servant au nettoyage des centrifugeuses de boues et des vis humidificatrices des silos de cendres est égale à 8 % soit 11 m<sup>3</sup>/j.

=> L'article 4.1.1 en page 10 des prescriptions techniques annexes est à modifier.

#### **4 / Mesure seulement semestrielle du HF dans les fumées**

Par courrier du 06/06/2007, le SIAAP nous transmet un courrier de la société OTV France ayant conçu et réalisant la nouvelle usine certifiant que le traitement des fumées qui sera mis en œuvre permettra le non-dépassement de la valeur limite d'émission du chlorure d'hydrogène (HCl). Cela répond à l'article 28 de l'arrêté ministériel du 20/09/2002 « relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non-dangereux et de DASRI ».

Par conséquent la mesure du fluorure d'hydrogène (HF) sera semestrielle et non continue.

=> L'article 8.1.9.2 en page 28 des prescriptions techniques annexes est à modifier.

La mesure du HCl s'effectuant en continu, l'inspection contrôlera le non-dépassement de la valeur limite d'émission et décidera du maintien ou non de l'allègement de la mesure du HF.

"/...

## **CONCLUSION**

Accord pour toutes les modifications relatives aux ICPE demandées par le SIAAP dans ses courriers des 19/04/2007 et 24/12/2007.

LE PROJET D'ARRETE D'AUTORISATION EST A MODIFIER COMME SUIIT :

• **Page 7/13 du corps de l'arrêté :**

**Enlever :**

« 1173-B-2 : « Stockage et emploi de substances dangereuses pour l'environnement, toxiques pour les organismes aquatiques telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 200 t, mais inférieure à 500 t. » [autorisation] »

**Ajouter :**

« 1450-2-a : « Solides facilement inflammables, à l'exclusion des substances visées explicitement par d'autres rubriques. Emploi ou stockage : la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à une tonne. » [Autorisation] ».

• **L'article 1.1.3. « Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées » en pages 2, 3 et 4 des prescriptions techniques annexes ICPE est à remplacer en totalité par ce qui suit (attention à la mise en page avec les tableaux) :**

<b><u>Installations soumises à autorisation (A)</u></b>			
<b><i>Rubrique</i></b>	<b><i>Libellé de la rubrique (activité)</i></b>	<b><i>Nature de l'installation</i></b>	<b><i>Volume autorisé</i></b>
		Deux fours identiques à lit fluidisé pour l'incinération des boues déshydratées et des graisses concentrées. - Capacité horaire totale : 9,8 t/h du mélange boues déshydratées et graisses concentrées ; soit 2,68 t/h de matière sèche.	
322-B-4	Stockage et traitement des ordures ménagères et autres résidus urbains. Traitement : incinération.	- Puissance thermique de 11,9 MW pour les deux fours. - Le pouvoir calorifique, compte tenu de la variabilité du mélange boues déshydratées – graisses concentrées, est de 4 180 à 4 370 kJ/kg Le pouvoir calorifique des matières volatiles de ce mélange est compris entre 5 600 et 5 800 kcal/kg (soit 23 400 à 24 250 kJ/kg). Avant incinération, les boues sont épaissies dans un décanteur lamellaire et déshydratées par centrifugation et les graisses sont épaissies dans un concentrateur. A chaque four est associée une ligne de traitement des fumées (procédé sec). Les fours fonctionnent tant que de besoin (jusqu'à 22h/j en temps de pluie).	9,8 t/h du mélange « boues déshydratées + graisses » réellement introduit dans le four.

1450-2-a	Solides facilement inflammables, à l'exclusion des substances visées explicitement par d'autres rubriques. Emploi ou stockage : la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à une tonne	Stockage de 5,6 tonnes de charbon actif en poudre dans un silo de capacité 14 m <sup>3</sup> .	5,6 tonnes
2920-2-a	Installations de réfrigération ou de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 <sup>5</sup> Pa, ne comprimant pas et n'utilisant pas des fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant : supérieure à 500 kW	Quatre sur-presseurs d'air, dont un en secours, pour le procédé et pour le lavage des filtres Byostyr-C-Nit-Dénit. La puissance électrique absorbée unitaire est de 535 kW soit une puissance absorbée totale de 1605 kW.	1605 kW

**Installations soumises à déclaration (D)**

<i>Rubrique</i>	<i>Libellé de la rubrique (activité)</i>	<i>Nature de l'installation</i>	<i>Volume autorisé</i>
1432-2-b	Stockage en réservoir manufacturé de liquides inflammables. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m <sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 100 m <sup>3</sup> .	Stockage de 90 m <sup>3</sup> de méthanol dans une cuve enterrée double paroi. La capacité équivalente est égale à 18 m <sup>3</sup> .	/
2910-A-2	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167-C et 322-B-4. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou la biomasse ; à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou autre traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes. Si la puissance thermique maximale de l'installation est : supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	Un groupe électrogène de secours fonctionnant au fioul, de puissance thermique maximale égale à 2500 kW. Temps fonctionnement prévu inférieur à 50 h/an (principalement essais et entretien préventif)	/

<b><i>Installations non classables</i></b>		
<b><i>Rubrique</i></b>	<b><i>Libellé de la rubrique (activité)</i></b>	<b><i>Nature de l'installation</i></b>
1432	<p>Stockage en réservoir manufacturé de liquides inflammables.</p> <p>2/ Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 :</p> <p>a/ représentant une capacité équivalente totale supérieure à 100 m<sup>3</sup> (A)</p> <p>b/ représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m<sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 100 m<sup>3</sup> (D)</p>	<p>Stockage de fioul domestique : une cuve enterrée double enveloppe de 15 m<sup>3</sup> (capacité équivalente = 0,6 m<sup>3</sup>) et une cuve enterrée double enveloppe de 50 m<sup>3</sup> (capacité équivalente = 2 m<sup>3</sup>)</p>
1173	<p>Dangereux pour l'environnement (B), toxiques pour les organismes aquatiques (stockage et emploi de substances ou préparations) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1/ Supérieure ou égale à 500 t (AS)</p> <p>2/ Supérieure ou égale à 200 t, mais inférieure à 500 t (A)</p> <p>3/ Supérieure ou égale à 100 t, mais inférieure à 200 t (D)</p>	<p>Stockage de 4,5 tonnes de polyélectrolyte anionique en poudre.</p> <p>Stockage de 12,8 tonnes de polyélectrolyte cationique en poudre.</p> <p>Stockage de 2 tonnes d'eau ammoniaquée.</p>
	<p>Acide acétique à plus de 50 % en poids d'acide, acide chlorhydrique à plus de 20 % en poids d'acide, acide formique à plus de 50 % en poids d'acide, acide nitrique à plus de 20 % mais à moins de 70 % en poids d'acide, acide picrique à moins de 70 % en poids d'acide, acide phosphorique, acide sulfurique à plus de 25 % en poids d'acide, anhydride phosphorique, anhydride acétique (emploi ou stockage d')</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1/ supérieure ou égale à 250 t</p> <p>2/ supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 250 t</p>	
1611	<p>Emploi ou stockage de soude ou potasse caustique, le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1/ supérieure à 250 t (A)</p> <p>2/ supérieure à 100 t mais inférieure à 250 t (D)</p>	<p>Stockage de 1,77 t d'acide sulfurique à 96% dans une cuve de 1 m<sup>3</sup></p>
1630	<p>Emploi ou stockage de soude ou potasse caustique, le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1/ supérieure à 250 t (A)</p> <p>2/ supérieure à 100 t mais inférieure à 250 t (D)</p>	<p>Stockage de 14 tonnes de soude à 30,5 % dans une cuve de 10 m<sup>3</sup></p>

2910	<p>Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167-C et 322-B-4.</p> <p>A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est :</p> <p>1/ supérieure ou égale à 20 MW (A)</p> <p>2/ supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW (D)</p> <p>B. Lorsque les produits consommés seuls ou en mélange sont différents de ceux visés en A et si la puissance thermique maximale est supérieure à 0,1 MW (A)</p>	<p>Deux chaudières mixtes gaz/fioul de puissance thermique égale à <math>2 \times 815 \text{ kW} = 1630 \text{ kW}</math>. Ces chaudières sont situées dans le bâtiment désodorisation.</p> <p>Deux chaudières fioul de puissance thermique 40 kW dans le bâtiment laboratoire et de puissance thermique 20kW dans le bâtiment social.</p>
------	---	--

• **L'article 4.1.1. « Origine des approvisionnements en eau » en page 10 des prescriptions techniques annexes ICPE est à remplacer en totalité par ce qui suit :**

« Les installations sont alimentées en eau à partir du réseau public.

Toutefois, une partie de l'eau prélevée en Marne (environ 8 %, soit 11 m<sup>3</sup>/j) est destinée au nettoyage des centrifugeuses de boues et aux vis humidificatrices des silos de cendres . »

• **L'article 8.1.9.2. « Surveillance des rejets atmosphériques » en page 28 des prescriptions techniques annexes ICPE est à remplacer en totalité par ce qui suit :**

« L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de ses rejets atmosphériques. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais, dans les conditions fixées ci-dessous :

Paramètre	Mesure en continu	2 analyses par an
Poussières totales	X	X
Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT)	X	X
Chlorure d'hydrogène (HCl)	X	X
Fluorure d'hydrogène (HF)		X
Dioxyde de soufre	X	X
Oxydes d'azote	X	X
Monoxyde de carbone	X	X
Oxygène	X	X
Vapeur d'eau	X	X
Cadmium et de ses composés		X
Thallium et de ses composés		X
Mercure et de ses composés		X
Autres métaux : Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V		X
Dioxines et furannes		X

Les analyses semestrielles doivent être réalisées par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe.

Les résultats des teneurs en métaux devront faire apparaître la teneur en chacun des métaux pour les formes particulières et gazeuses avant d'effectuer la somme.

Au cours de la première année d'exploitation, la mesure externe (par un organisme accrédité par le COFRAC ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées) de l'ensemble des paramètres est réalisée tous les trois mois. »

-----  
L'inspecteur des ICPE

*signé*

Le 22/01/2008

Le Chef de département

chargé de la Seine-Saint-Denis  
*signé*